



REPERE

COMPRENDRE - PARTAGER - RESTAURER

# Temporalité et possibilités de phasage des mesures compensatoires

Fiche thématique  
R - 8



## Problématique

Pour certains projets, les travaux d'aménagement, et donc leurs impacts, peuvent être échelonnés dans le temps. Pour ces cas, il est possible de planifier un phasage des mesures compensatoires associées, selon certaines conditions, dont le respect du principe de « zéro perte nette en biodiversité » issu de la loi biodiversité.

## Objectifs de la fiche

- Identifier les cas pour lesquels des mesures compensatoires échelonnées dans le temps peuvent être mises en place.
- Préciser comment coordonner l'avancée des travaux avec la réalisation des mesures compensatoires.

## Contexte Réglementaire spécifique

### ► Prise en compte d'un projet dans son ensemble

L'article L122-1 -III du CE précise que l'ensemble des travaux et interventions constitutifs d'un projet doivent être pris en compte pour l'évaluation de ses impacts, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage.

### ► Objectifs et exigences liés aux Mesures Compensatoires – cas général

Les articles L163-1 -I et R122-13 -I du CE exposent les mesures compensatoires qui visent un objectif d'absence de perte nette, voire de gain de biodiversité, permettant ainsi de conserver globalement et, si

possible, d'améliorer la qualité environnementale des milieux impactés. Il est précisé que ces mesures doivent être effectives pendant toute la durée des atteintes et qu'elles doivent garantir la fonctionnalité des sites impactés de manière pérenne.

### ► Objectifs et exigences liés aux Mesures Compensatoires – Natura 2000

L'article R414-23 -IV du CE précise que « les mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ».



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
NORMANDIE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## ► Objectifs et exigences liés aux Mesures Compensatoires – Espèces protégées

L'article L411-2-I du CE précise que des dérogations à la protection stricte des espèces peuvent être délivrées à condition qu'il n'existe pas d'autres solutions

satisfaisantes, que les dérogations ne nuisent pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle, et qu'elles répondent à des raisons impératives d'intérêt public majeur.

## Doctrines en vigueur

### ► Doctrine et lignes directrices nationales ERC

Les mesures compensatoires doivent respecter le principe d'effectivité préalable : l'antériorité de la mesure compensatoire par rapport à l'impact est nécessaire en particulier lorsque la qualité environnementale du milieu impacté est défavorable, lorsqu'un décalage temporel entraînera une réduction des effectifs pour les populations d'une espèce protégée, et lorsque la mesure compensatoire constituera un habitat refuge pour des espèces qui verront leur milieu disparaître (ex : une mare de substitution doit être opérationnelle avant le comblement de la mare impactée).

Si la mesure compensatoire ne peut être mise en œuvre avant l'impact, le maître d'ouvrage en justifie les raisons, il justifie que l'organisation prévue ne compromet pas l'objectif de la

compensation et il inclut notamment un échéancier aussi précis que possible (réalisation le plus tôt possible) et tient compte des pertes écologiques intermédiaires. Dans ces cas, et de façon analogue à l'évaluation et à la prise en compte des incidences Natura 2000, les autorités compétentes peuvent envisager des mesures compensatoires supplémentaires compte tenu de ces pertes intermédiaires, par exemple via l'application de ratios pour le dimensionnement des mesures.

### ► Doctrine du bassin Seine-Normandie

Sur le bassin Seine-Normandie, la doctrine du bassin Seine-Normandie permet de réaliser les mesures compensatoires en plusieurs phases, sous réserve d'avoir défini les impacts de chaque phase du projet et garanti l'effectivité de chaque phase des mesures compensatoires.

## Dans quels cas peut-on envisager un phasage des mesures compensatoires ?

**Dans le cas de projets de carrières** : des mesures de compensation peuvent être réalisées progressivement, au fur et à mesure de l'avancement du projet, par anticipation des impacts qui seront engendrés sur les phases suivantes (à l'exception de la première tranche du projet qui doit être intégralement compensée ex situ avec le début de l'exploitation du site). La deuxième tranche du projet commence donc en même temps que le réaménagement de la première tranche s'effectue.

Il faut néanmoins que le réaménagement proposé par le pétitionnaire permette d'atteindre un niveau de fonctionnalité au moins égal au niveau de fonctionnalité initial. Ainsi, tout ou partie de la compensation de la deuxième phase peut être envisagée dans le cadre du réaménagement de la première et ainsi de suite. Cela implique que seule la phase en exploitation (ou en travaux) soit décapée sur toute la durée de l'exploitation du site. La surface de compensation à rechercher à l'extérieur du site du projet est ainsi diminuée. A noter, les mesures compensatoires mentionnées

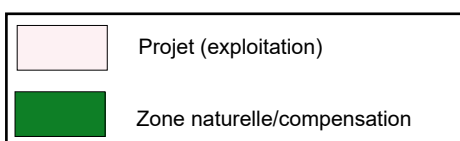
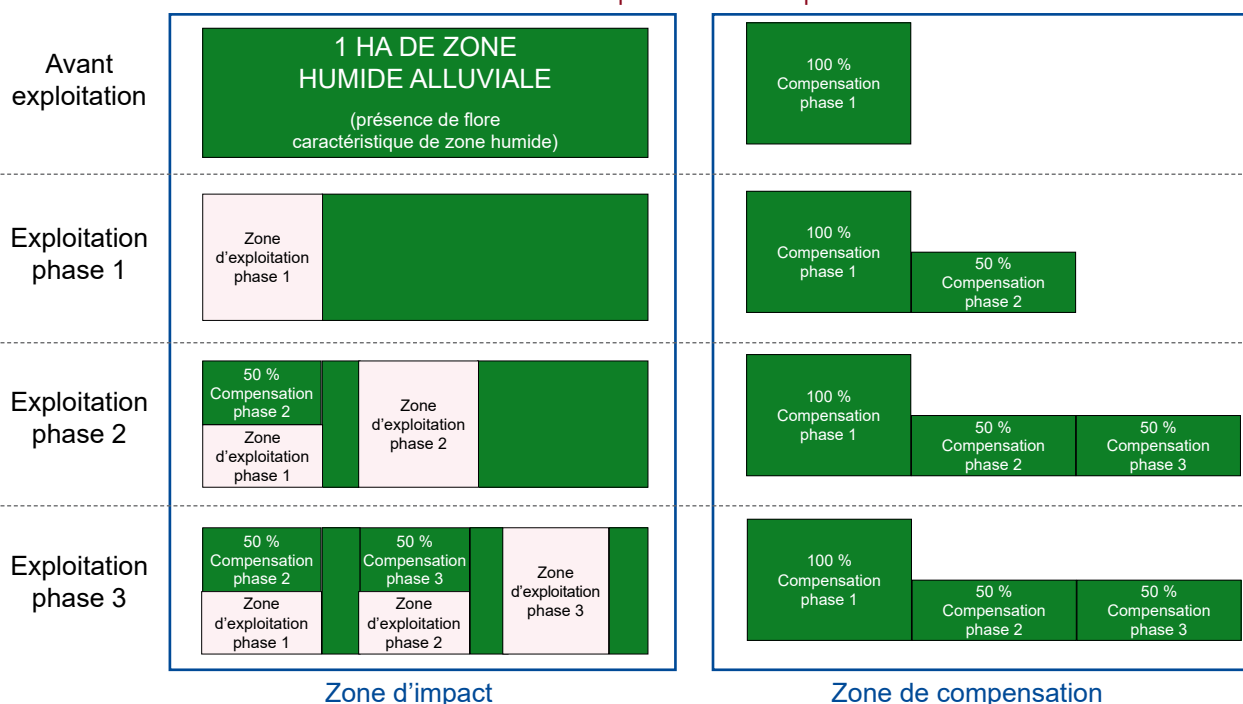
sont différentes des engagements de réaménagement pris par l'exploitant, et cette démarche n'est possible que s'il y a accord avec le propriétaire sur le réaménagement ultime du site.

**Les autres cas envisagés – les exemples des ISDI et des zones d'activité** : le phasage des mesures compensatoires peut également s'appliquer sur d'autres types de projet d'aménagement qui n'impactent pas l'ensemble de la surface ou de la fonctionnalité du site dès la première tranche des travaux : c'est le cas des projets d'**installations de stockage de déchets inertes** et de **zones d'activité**.

Dans tous les cas, le pétitionnaire doit pouvoir présenter, de façon détaillée, le calendrier des phases de travaux et le calendrier de mise en œuvre des mesures compensatoires. Néanmoins, dans les autres cas, l'intégralité des mesures compensatoires devra être mise en œuvre *ex situ*, dès lors que l'impact sur le milieu est à long terme ou définitif.

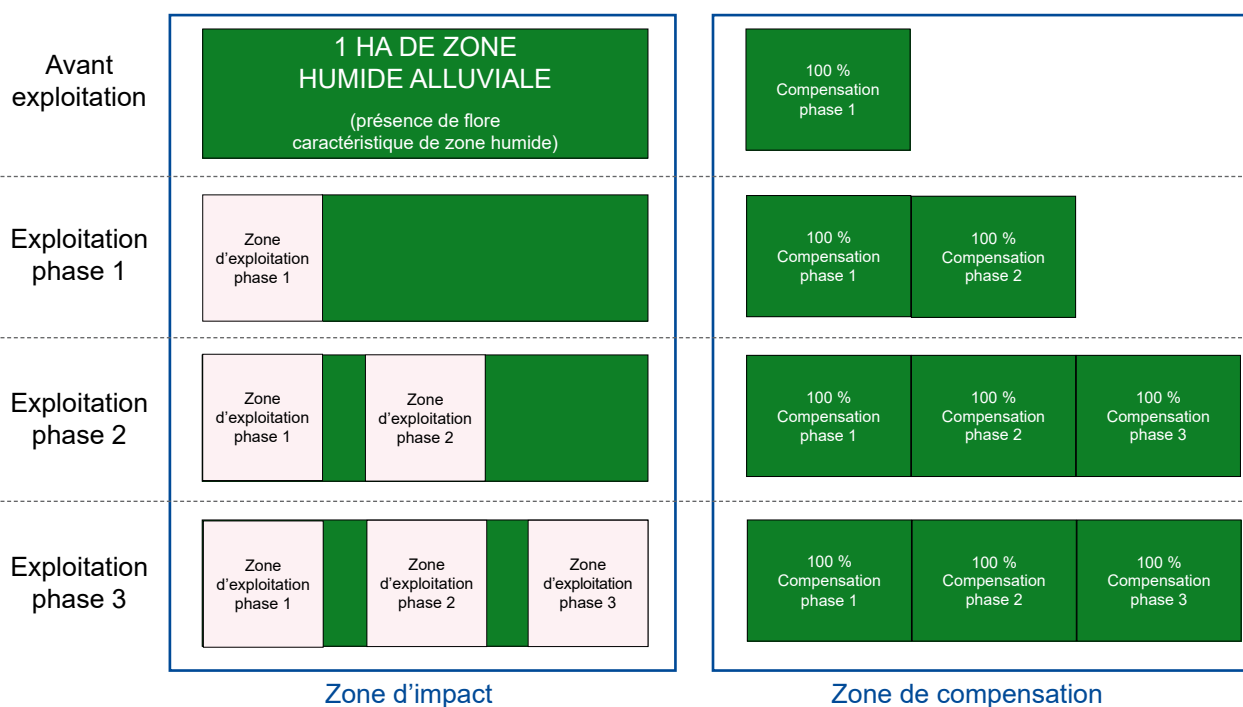
### Compensation dans le cas d'une carrière

La compensation est effectuée avant le début des travaux pour la phase 1 et une partie des autres phases



### Compensation dans le cas d'un aménagement progressif

La compensation est effectuée avant le début des travaux pour chaque phase



source : note technique du bassin Seine-Normandie du 5 juillet 2016

## Points d'attention

La réalisation de mesures compensatoires par phase est possible sur l'ensemble du bassin Seine-Normandie...

Le dossier d'autorisation doit notamment comprendre :

- ▶ une description claire et précise des **programmes de travaux** et des **impacts associés** décrits en termes de surface et de fonctionnalité écologique pour chaque phase ;
- ▶ une description claire et précise des **programmes de compensation** et des **bénéfices associés** en termes de surface et de fonctionnalité écologique pour chaque phase ;
- ▶ un **calendrier** et un schéma de principe ;
- ▶ une présentation claire des successions d'habitat attendus, phase par phase, afin de justifier le **gain écologique** au cours de l'avancement du projet ;
- ▶ la justification du **respect du principe d'équivalence fonctionnelle** entre compensation et impacts, à tout moment du projet ;
- ▶ certaines conditions influent sur les caractéristiques des mesures compensatoires : sous réserve d'être acceptée, une mesure réalisée sur un bassin versant différent de celui du lieu d'impact sera ainsi surdimensionnée par rapport à une mesure réalisée sur le même bassin versant. En tout état de cause, les caractéristiques des mesures compensatoires sont à valider avec les services de l'État.

... mais reste complexe !

- ▶ le phasage d'un projet peut aussi être considéré comme une **mesure de réduction**.
- ▶ l'état initial peut poser question dans le cas de mesures environnementales réalisées en plusieurs phases. De manière générale, on considère que c'est l'état initial proposé dans le dossier qui fait foi. Dans le cas d'aménagements importants, soumis à étude d'impact et dont la durée de mise en œuvre serait particulièrement importante, il est nécessaire d'effectuer des inventaires complémentaires à chaque tranche et actualiser l'étude d'impact initiale.



LE PROJET REPERE S'INTÉRESSE AUX POTENTIALITÉS DE PRÉSERVATION ET RESTAURATION ÉCOLOGIQUE DES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES DE L'ESTUAIRE DE LA SEINE. IL COMPORTE UN VOLET RÉGLEMENTAIRE PILOTÉ PAR LA DREAL NORMANDIE ET UN VOLET SCIENTIFIQUE PILOTÉ PAR LE GIP SEINE-AVAL.

Fiche réalisée en décembre 2020

Ministère de la Transition écologique

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Cité administrative - 2, rue Saint-Sever - BP 86002 - 76032 Rouen cedex

Tél. : 02 35 58 52 80 - Fax : 02 35 58 56 16

dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Crédit photo : carte des paysages de la vallée et de la baie de la Seine, produite par M. Antoni, A. Blanchardon, A. Hecquet et E. Lombard, APR 2015-2016 de l'ENSP Versailles Marseille, pour le CPIER Vallée de la Seine.